

Le Point
Publicité

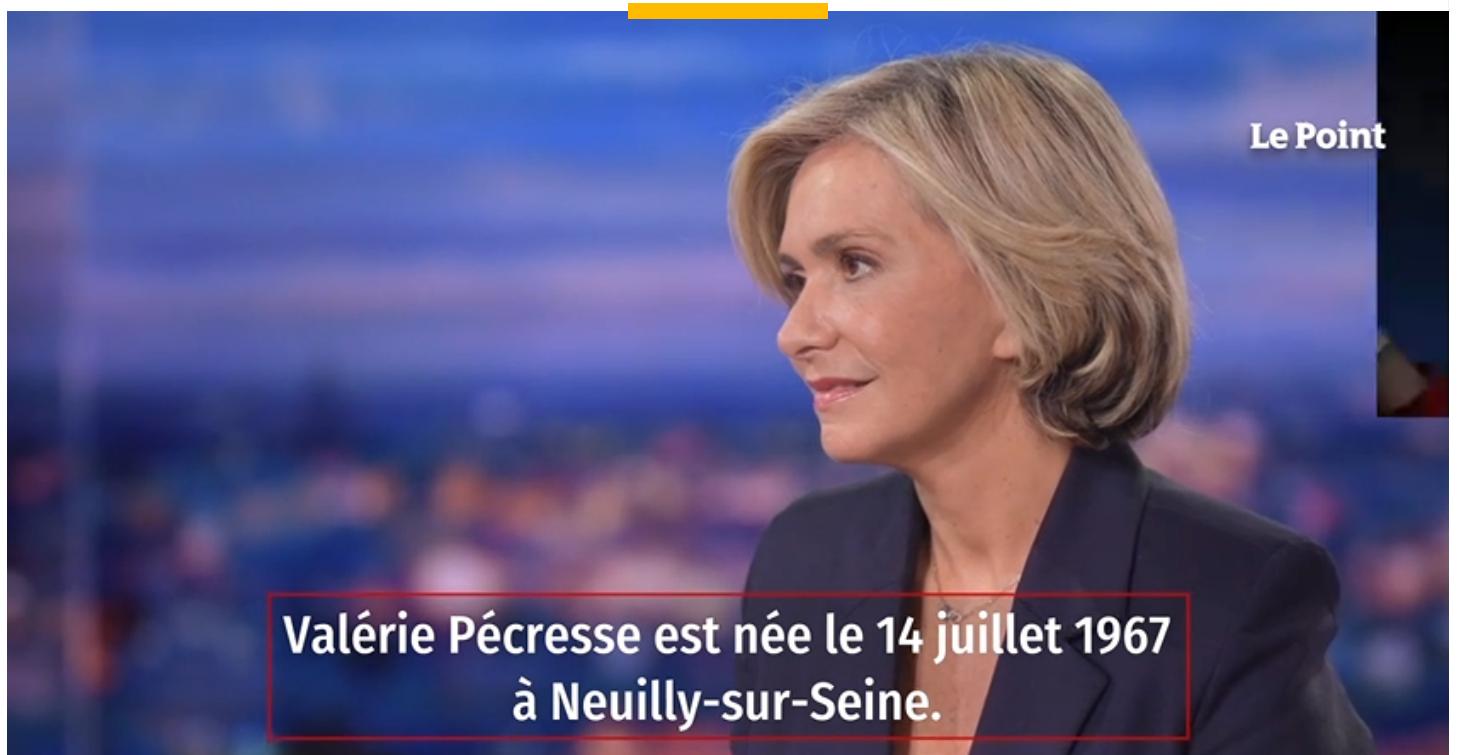
Réservé aux abonnés

Chiffrage du programme : les hypothèses très optimistes de Péresse

La candidate promet 84 milliards d'économies et 42 milliards de dépenses et de baisses d'impôts. Avec, à la clé, une réduction du déficit de 42 milliards.



Par Marc Vignaud



Publié le 15/03/2022 à 07h00 - Modifié le 15/03/2022 à 09h06



Valérie Péresse a une nouvelle fois détaillé son projet présidentiel, lundi 14 mars, lors d'une conférence de presse destinée à redonner de l'élan à sa campagne. Si la candidate des Républicains se présente comme celle du sérieux budgétaire, capable de redresser les comptes de la France, tenir ses engagements sera extrêmement difficile. La présidente de la région Île-de-France promet 84 milliards d'euros de baisse de dépenses par an d'ici 2027. En face, on compte 42 milliards de baisses d'impôts et d'augmentation de dépenses. Ce qui ferait baisser le déficit de 42 milliards d'euros à l'issue du quinquennat. En 2019, avant la crise sanitaire, le déficit public s'élevait à 73 milliards d'euros. La diminution du trou dans les finances publiques serait donc conséquente, même s'il a explosé entre-temps pour faire face aux conséquences économiques du Covid.

À LIRE AUSSI

Présidentielle : contre vents et marées, Péresse maintient son cap

Même si Valérie Péresse fait partie des candidats les plus avares en promesses coûteuses, certaines de ses hypothèses apparaissent pourtant bien trop optimistes sur la réduction des dépenses publiques et ou sur la progression des recettes. « Elle fait l'hypothèse qu'elle va baisser tellement les dépenses publiques que l'on arrivera à la fois à baisser les impôts et à réduire le déficit, c'est merveilleux », ironise François Ecalte, auteur du site spécialisé sur les finances publiques Fipeco et ancien magistrat de la Cour des comptes.

Dans une récente présentation, l'économiste du Fonds monétaire international (FMI) en charge de la France relevait que l'Hexagone faisait partie des pays qui avaient le moins respecté les règles budgétaires européennes depuis 1998. Seuls la Grèce et le Portugal ont fait pire. Jeffrey Franks montrait que c'était essentiellement à cause de la tendance des gouvernements à régulièrement sous-estimer les dépenses annuelles des budgets...

À LIRE AUSSI

Présidentielle : une campagne « quoi qu'il en coûte »

Lutte contre la fraude

Valérie Pécresse espère notamment économiser 15,5 milliards d'euros grâce à la réduction nette de 150 000 postes de fonctionnaires. Un chiffre qui paraît largement surévalué. Pour François Ecalte, la suppression d'un poste de fonctionnaire permet d'économiser environ 30 000 euros par an. La mesure rapporterait donc plus de 3 fois moins que le chiffrage officiel...

Une autre ligne laisse sceptique : le produit de la lutte contre la fraude fiscale et sociale, chiffré à 15 milliards d'euros au bout de cinq ans, dont 10 milliards pour la seule fraude fiscale. « La lutte contre la fraude fiscale rapporte actuellement environ 11 milliards d'euros par an. L'estimation de Valérie Pécresse supposerait donc de pratiquement doubler cette somme, ce qui n'est pas très crédible. Ces 10 dernières années, beaucoup a déjà été fait sur ce sujet, ce qui n'a permis d'augmenter les recettes que de 9 à 11 milliards », précise François Ecalte. Par ailleurs, lutter contre la fraude coûte cher, car il faut y mettre d'abord beaucoup de moyens. Les recettes espérées risquent donc de rester virtuelles.

À LIRE AUSSI

50 milliards de fraude sociale ? La genèse d'un mythe

Valérie Pécresse promet aussi de tailler dans les aides inefficaces aux entreprises. Le problème, c'est que derrière chaque niche, il y a un chien qui risque d'aboyer très fort. Là encore, François Ecalte, un des meilleurs spécialistes des finances publiques en France, affiche son scepticisme. « 15 milliards, je ne vois pas où elle va les trouver. » D'autant que Valérie Pécresse ne semble pas prête à remettre en cause le crédit d'impôt recherche ou le crédit d'impôt compétitivité emploi de François Hollande transformé depuis en baisse de cotisations sociales pour les entreprises.

En revanche, les promesses de baisse d'impôts sont très importantes (2 milliards sur les successions et les donations, 7 milliards de diminutions des cotisations salariales pour augmenter les salaires nets de 3 %, 5 milliards de diminutions des impôts de production des entreprises, etc.) tout comme les promesses d'augmentations des dépenses (6 milliards pour la Défense, 3 milliards pour la Justice, 2 milliards pour construire 20 000 places de prisons, 3,6 milliards pour les familles, etc.). La suppression de la contribution à l'audiovisuel public (redevance télé) et de la TVA sur la consommation d'électricité et les biens culturels à 5,5 % est chiffrée à 3,3 milliards, alors que la seule suppression de la redevance télé coûterait 3,2 milliards d'euros...

Ce chiffrage reste évidemment un exercice de style. Une fois au pouvoir, la réalité revient au galop.

Des économies pour 84 milliards d'euros :

• Réformes des systèmes sociaux et de l'État	42,5
○ Réforme des retraites	14
○ Réduction du nombre de fonctionnaires	15,5
○ Dénormage et suppression d'organismes parapublics	1,5
○ Réformes de l'assurance chômage et du RSA	5
○ Réforme de l'État actionnaire	3
○ Dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales	3,5
• Lutte contre la fraude fiscale et sociale	15
○ Doublement du rendement de la lutte contre la fraude fiscale (+10) et sociale (+ 5)	
• Réduction des dépenses d'intervention	26
○ Aides inefficaces aux entreprises (10%)	15
○ Résidence régulière de 5 ans pour les aides sociales	3,5
○ Rationalisation des niches fiscales et prestations	5
○ Rationalisations sur dispositifs immobiliers	2,5

Des dépenses ou baisses d'impôts pour 42 milliards d'euros :

• Remise à niveau de notre effort de défense	6
• Rétablir l'ordre	6
○ Tribunaux	3
○ Prisons	2
○ Sécurité	1
• Soutenir les familles, les enfants et les plus fragiles	10,3
○ Education et santé	3
○ Familles	3,6
○ Successions	2
○ Handicap - dépendance	1,7
• Revaloriser le travail et le pouvoir d'achat	12,4
○ Revalorisation des salaires	7
○ Petites retraites	1
○ Mesures jeunes	1,1



○ Autres mesures :	3,3
> TVA consommation électrique et biens culturels	
> Suppression de la contribution à l'audiovisuel public	
> Abattement de 50% à l'IFI sur la résidence principale	
• Compétitivité des entreprises et du territoire	6,6
○ Impôts de production	5
○ PTZ, aide à l'investissement de proximité, agriculture	1,6
• Environnement	1,7

i

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [Emmanuel Macron dévoile les grandes réformes d'un second mandat](#)
- [Pourquoi le gouvernement ne tiendra pas son objectif de déficit en 2022](#)
- [Pourquoi une réforme des retraites est inéluctable](#)
- [Présidentielle : une campagne « quoi qu'il en coûte »](#)

ECONOMIE

POLITIQUE

PRÉSIDENTIELLE 2022

80 Commentaires 

Commenter

Par Papyboss le 15/03/2022 à 17:45

La régionalisation devait aboutir à une simplification administrative.

Elle a été dévoyée par les divers gouvernements socialistes. A l'origine les départements devaient disparaître. Les régions regroupaient donc l'ensemble des services. Le fonctionnement des régions étaient sous la "coupe " d'une assemblée régionale. Très rapidement on ne s'est pas

contenté de ce fonctionnement et on a remis une couche au millefeuille avec les départements et leur assemblée départementale et tous les administratifs qui allaient avec. La fonction administrative territoriale a donc pris énormément de poids dans les finances publiques.

En supprimant les départements et en ne conservant que les regroupements de communes en communautés, l'économie d'administratifs serait déjà importante.

Si les communautés de communes ne constituaient qu'une seule entité administrative, là aussi il y aurait une certaine économie à effectuer.

Mais on peut rêver, n'est-ce pas ? Pourtant la régionalisation devait arriver à cette simplification, surtout avec l'informatisation des services et leur inter-connection.

Par EMILION33 le 15/03/2022 à 17:29

PRISE DE CONSCIENCE

Les divers commentaires sur cet article me remplissent d'optimisme à voir le nombre de lecteurs :

- s'offusquant de la partialité du Point et des autres organes de presse : "Tous à la soupe macronienne".

- partageant mon point de vue :

- sur le constat de l'existence du Mammouth dans diverses administrations... A dégraisser.

- sur le nécessaire et clairvoyant programme de madame PECRESSE

N'en déplaise à ses détracteurs !

Bonne soirée. A chaque jour suffit sa peine.

Par aligoté le 15/03/2022 à 17:28

STOP

STOP à l'anti PECRESSE. La cible de tous les milieux... Elle dérange vraiment pour qu'elle se fasse démolir ?... Que le constat et bilan soit fait sur les 5 ans de Macron

et que l'ensemble des programmes, pour les candidats qui en ont, soient passés dans les mêmes fourches que tous ses détracteurs...